

1986, chapitre 48

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

Projet de loi 62

présenté par M. Herbert Marx, ministre de la Justice

Présenté le 13 mai 1986

Principe adopté le 17 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

Sanctionné le 19 juin 1986

Entrée en vigueur: le 19 juin 1986

Loi modifiée:

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)





CHAPITRE 48

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. T-16,
intitulé rem-
placé

1. L'intitulé de la sous-section 2 de la section V de la partie I de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est remplacé par le suivant:

« § 2.—*Dispositions relatives aux districts d'Abitibi et de Roberval* ».

c. T-16, a.
60, mod.

2. L'article 60 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Juridiction
concurrente

« Ils ont aussi juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire d'Abitibi, suivant leur compétence respective dans toutes les affaires civiles, criminelles et pénales, sur la partie du district judiciaire d'Abitibi située au sud de la limite sud des Cantons de Belmont, L'Espinay, Bressant, Chambalon, Beaucours et Feuquières, à l'est de la ligne méridienne 75°31'32" et au nord de la limite nord des cantons de Provancher, Achintre, Sulte et Huguenin. ».

c. T-16, a.
75, remp.

3. L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant:

Publicité
des dates

« **75.** Le juge en chef, le juge en chef associé ou, suivant le cas, le juge en chef adjoint fixent les dates auxquelles commencent ces termes. Ces dates sont affichées au greffe du district concerné. ».

c. T-16, a.
248, mod.

4. L'article 248 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « treize » par le nombre « 14 »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *e*, du paragraphe suivant :

« *e.1*) un juge choisi parmi les juges des cours municipales autres que celles de Laval, de Montréal ou de Québec et nommés sur la recommandation d'un organisme représentatif des juges de ces cours; ».

c. T-16, a.
251, mod.

5. L'article 251 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « sept » par le mot « huit ».

c. T-16, a.
265, mod.

6. L'article 265 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « et, si la plainte est portée contre un juge du Tribunal de la jeunesse, prendre connaissance du dossier pertinent de ce tribunal même si ce dossier est confidentiel en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse. ».

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.